



PERSPECTIVE INSULAIRE SUR LES NEGOCIATIONS DE LA POLITIQUE DE COHESION ET DU BUDGET DE L'UE POUR L'APRES 2020

Alors que le Parlement et le Conseil viennent de débiter les trilogues sur les futurs règlements de la politique de cohésion, cette note a pour objectif de dresser un **état des lieux des négociations sur le budget de l'UE et la politique de cohésion pour l'après 2020** ([section 1](#)).

Elle vise également à évaluer, suivant la [position politique de la Commission des Îles sur la politique de cohésion post-2020](#) adoptée en juillet 2018 à Bastia, **l'impact des amendements proposés par la CRPM qui concernaient les régions insulaires** dans les rapports récemment adoptés par le Parlement européen et les premiers accords partiels atteints au Conseil. Elle identifie ainsi plusieurs **points de vigilance** sur lesquels Commission des îles et ses membres devront continuer à se mobiliser lors de la phase de négociations entre le Parlement et le Conseil afin d'assurer une pleine application des dispositions prévues par l'Article 174 TFUE dans les futures politiques de l'UE ([section 2](#)).

1. Etat des lieux des négociations au Parlement européen et au Conseil de l'UE

1.1. Le futur budget de l'UE

- **Au Parlement européen**

Le vote du [rapport intérimaire sur le cadre financier pluriannuel \(CFP\) 2021-2027](#) a eu lieu en plénière le **14 novembre 2018**. Les votes successifs des rapports sur les politiques sectorielles de l'UE (cohésion, recherche, transport etc.) sont venus renforcer la position du Parlement pour un budget de l'UE fort pour l'après-2020. [La CRPM et sa Commission des Îles s'étaient félicitées](#) du vote du rapport sur le CFP 2021-2027 qui permet au Parlement de commencer les négociations avec le Conseil sur la base de propositions ambitieuses pour la future politique de cohésion, Erasmus+ ou encore Horizon Europe.

- **Au Conseil de l'UE**

Les discussions avancent plus lentement au Conseil étant donné les différentes sensibilités et positions politiques entre Etat-membres sur les questions budgétaires.

Le Conseil européen du 13 et 14 décembre 2018 a marqué le premier réel débat entre chefs d'Etats et de gouvernements sur le futur budget de l'UE, lors duquel a été convenu qu'**un accord pourrait intervenir au sein du Conseil européen à l'automne 2019** sous Présidence finlandaise. Le principe guidant les discussions reste pour l'instant « rien n'est approuvé tant que tout n'est pas approuvé ».

La Présidence roumaine a proposé le 19 février lors du Conseil des affaires générales un [programme de travail](#) pour avancer sur les discussions, avec l'objectif de présenter un cadre de négociation rationalisé et simplifié au Conseil européen du **20 et 21 juin 2019**. Ce cadre de négociation (« negotiating box ») est un outil destiné à structurer et faciliter les négociations sur le CFP, intégrant les points les plus sensibles devant faire l'objet de discussions politiques.

1.2. Le paquet législatif cohésion post-2020

• Au Parlement européen

Le Parlement européen est sur le point de terminer la première partie de son travail législatif sur la politique de cohésion post-2020, avec l'adoption des rapports en plénière :

- [Coopération territoriale européenne \(Interreg\)](#) le **16 janvier 2019**
- [Fonds social européen plus \(FSE+\)](#), le **16 janvier 2019**
- [Règlement portant dispositions communes \(RPDC\)](#) le **13 février 2019**

Le rapport sur le **FEDER/Fonds de cohésion** a pour l'instant été adopté en commission REGI le 14 février 2019 et le **vote en plénière est prévu le 26 mars**.

Ces adoptions en plénière signifient que le Parlement a désormais un mandat pour négocier avec le Conseil lors des trilogues.

• Au Conseil de l'UE

Le travail législatif du Conseil de l'UE a progressé ces derniers mois :

- **19 décembre 2018** : accord partiel en COREPER sur les blocs 1 (approche stratégique et programmation) et 5 (gestion et contrôle) du **RPDC**. Les points contenus dans l'accord concernent les objectifs stratégiques et les principes couvrant les fonds, le développement territorial, l'assistance technique et certaines annexes tels que le modèle de l'Accord de partenariat et des futurs programmes.
- **15 février 2019** : accord partiel en COREPER sur le **bloc 2 du RPDC** (conditions favorisantes, cadre de performance et examen à mi-parcours) et sur certains points du règlement **FEDER/Fonds de cohésion** tels que les objectifs stratégiques, les exclusions du cadre du FEDER et du Fonds de cohésion ou le développement territorial intégré.

Ces « mandats partiels » adoptés par les ambassadeurs en COREPER constituent la position finale du Conseil pour négocier avec le Parlement lors des trilogues. Ils ne couvrent pas les éléments plus sensibles politiquement, en particulier liés aux questions budgétaires (taux de co-financement, allocations, concentration thématique etc.) qui sont négociés au sein du groupe ad hoc du Conseil sur le CFP 2021-2027.

Concernant le règlement sur la **Coopération Territoriale Européenne (CTE)**, les discussions semblent bien avancées car la Présidence roumaine espère parvenir à un accord dans les mois à venir.

Sur le FSE+, les discussions ont déjà commencé au niveau technique, notamment sur les objectifs spécifiques du FSE+ et les conditions favorisantes, et continuent sous Présidence roumaine avec l'objectif d'obtenir un mandat général partiel sur le FSE+ en COREPER le **27 mars 2019**.

L'objectif de la Présidence roumaine est d'adopter une **orientation générale partielle sur la politique de cohésion post-2020**, sur tous les blocs du RPDC et le règlement CTE, hors points inclus dans le cadre de négociation sur le CFP, lors de la réunion sur les affaires générales du **25 juin 2019**.

- **Les trilogues**

Les discussions en trilogues ont déjà commencé depuis le 19 février sur le RPDC (blocs 1 et 5). Les trilogues sur le FSE+ devraient commencer à l'automne avec le nouveau Parlement.

Le Parlement a pour objectif d'adopter sa position en première lecture sur tous les textes de la politique de cohésion post-2020 en avril, avant les élections européennes. Le texte soumis en première lecture sur le RPDC inclura les éventuels textes de compromis obtenus en trilogues sur les blocs 1 et 5.

2. Quels résultats pour les régions insulaires ?

Dès la publication des propositions de la Commission au printemps 2018 le Secrétariat général de la CRPM a commencé à développer des propositions d'amendements sur les règlements de la politique de cohésion 2021-2027 qui, après consultation et validation par ses membres, ont été envoyés aux députés européens au début de l'automne 2018. La Commission des Iles a été étroitement associée à ce processus afin d'intégrer des propositions d'amendements concernant les régions insulaires et ultrapériphériques.

Le suivi de ces amendements dans les récents rapports adoptés par le Parlement est rappelé dans une [note du Secrétariat de la CRPM de février 2019](#). Cette note compare également les points contenus dans l'accord partiel du Conseil sur le RPDC du 19 décembre 2018 avec les amendements CRPM.

La Commission des Iles propose d'effectuer le même exercice et de fournir une analyse détaillée de ces amendements proposés par la CRPM qui concernaient les régions insulaires et ultrapériphériques dans les 4 rapports du Parlement et les 2 accords partiels atteints au Conseil à l'heure actuelle, afin de mettre en lumière des points positifs et de vigilance pour ses membres insulaires à ce stade des négociations.

Une analyse plus détaillée des amendements couverts par cette note se trouve en annexe.

2.1. Des avancées positives...

- Le Parlement européen soutient un **budget fort pour la politique de cohésion** avec une proposition de 366 754 000 000€ en prix 2018 (la Commission proposait 322 194 388 630€), assez proche du budget disponible pour 2014-2020 et dont 3% des ressources devraient être allouées à Interreg (RPDC, article 104).
- Dans les rapports du Parlement on observe l'inclusion de plusieurs références à **l'objectif de cohésion économique, sociale et territoriale** et la nécessité de prendre en compte **les besoins des territoires spécifiques de l'UE**, au titre des articles 174 et 349 TFUE – même si de façon générale, ces amendements vont moins loin que ceux proposés par la CRPM (RPDC – (4), (64), articles 8, 17 ; FEDER/FC – (9), (17), (18), (24), articles 1, 10 ; FSE+ - (14), (18), (25), article 11 ; CTE – (1), (14)).
- Concernant la **coopération faisant intervenir les régions ultrapériphériques**, dans le cadre de la CTE, le mode de gestion indirect est maintenu par le Parlement et le Conseil mais ils introduisent la possibilité d'une consultation avec l'Etat-membre et/ou la région concernée, un amendement également porté par la CRPM (RPDC, article 5).
- Les 11 objectifs thématiques utilisés pour la période 2014-2020 ont été simplifiés en 5 objectifs stratégiques dont le 5 **« Une Europe plus proche de citoyens par l'encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen d'initiatives locales »** avait été identifié par la CDI comme particulièrement pertinent pour les îles. Si la commission REGI du Parlement élargit le

champ de cet objectif à « *toutes les régions* », elle introduit un objectif spécifique visant les zones non-urbaines et en particulier les îles (FEDER/Fonds de cohésion, article 2).

- Le Parlement et le Conseil ont repris la proposition d’amendement pour que **l’allocation supplémentaire des régions ultrapériphériques** ne soit pas soumise à la concentration thématique (FEDER/Fonds de cohésion, article 11).
- La position du Parlement sur la CTE soutient très clairement un retour à la **coopération maritime transfrontalière** au sein du volet 1 d’Interreg sur la coopération transfrontalière, sans porter préjudice aux nouveaux volets pour la coopération des régions ultrapériphériques et pour la coopération interrégionale en matière d’innovation, avec l’inclusion de nombreux amendements tout au long du rapport très similaires à ceux proposés par la CRPM. La coopération faisant intervenir les régions ultrapériphériques est d’ailleurs étendue à la coopération avec les pays tiers, PTOM ou les organisations d’intégration et de coopération régionale. Le PE soutient également l’exemption des programmes Interreg au régime d’aides d’état (CTE, article 61 a).

2.2. ... Mais toujours des points de vigilance

- La position du Parlement européen concernant les **taux de co-financement** est très proche de celle de la CRPM car elle élève les taux proposés par la Commission, en rétablissant notamment un taux maximal de 85% pour les régions les moins développées, pour les régions ultrapériphériques et pour la CTE. Cependant, la proposition d’amendement de la CRPM pour permettre à toutes les régions insulaires de bénéficier du taux maximal de co-financement n’a pas été reprise par le Parlement européen (RPDC, article 106).
- Concernant **le partenariat et la gouvernance multi-niveaux**, si les amendements déposés par les députés dans les rapports sur la cohésion post-2020 sont bien alignés avec les amendements proposés par la CRPM, les modifications apportées par le Conseil dans son accord du 19 décembre 2018 vont à l’encontre du principe de partenariat avec les régions et suscite des inquiétudes. En effet, le Conseil propose de rendre optionnelle la rédaction d’un Accord de partenariat dans certains cas¹, ce qui peut laisser craindre que l’approche stratégique de la programmation des fonds, qui inclut l’attention portée aux territoires spécifiques tels que les îles, soit considérablement diminuée dans certains pays. Le Secrétariat de la CRPM a récemment diffusé une [lettre ouverte](#) à destination des co-législateurs qui appelle à la vigilance sur ce sujet (RPDC, articles 6-7).
- A ce stade, le rapport du Parlement sur le FEDER et le Fonds de cohésion adopté en commission REGI propose de conserver la **concentration thématique au niveau national** mais sur la base d’une classification par groupe de régions, en fonction de leur PIB/habitant régional (et non plus par groupes d’Etat-membres selon leur PIB national comme c’était le cas dans la proposition de la Commission). Les régions ultrapériphériques continueraient de relever du groupe 3, qui bénéficie du niveau maximal de flexibilité en matière de concentration thématique. Un amendement prévoit également d’introduire 5% de marge de flexibilité dans la concentration thématique dans certains cas, et jusqu’à 10% pour les régions ultrapériphériques. La formulation ainsi adoptée en REGI laisse une grande marge d’interprétation sur les modalités de concentration thématique prévues par le Parlement. Dans tous les cas la CDI constate que les propositions de la CRPM d’établir la concentration thématique au niveau régional, et de faire bénéficier toutes les régions insulaires du niveau maximal de flexibilité dans la concentration des fonds, qui permettraient de mieux refléter les différentes situations des régions au sein d’un même Etat-membre, n’ont pas été reprises par le Parlement à ce stade (FEDER/Fonds de cohésion, article 3).

¹ Pour les Etat-membres ayant moins de 3 programmes ou une allocation inférieure à 2,5 milliards d’euros.

- Concernant les **exclusions du champ d'intervention du FEDER et du Fonds de cohésion**, le Parlement et le Conseil n'ont pas suivi la proposition d'amendement de la CRPM qui prévoyait d'autoriser les régions insulaires, à titre dérogatoire, d'investir dans certaines infrastructures aéroportuaires (FEDER/Fonds de cohésion, article 6).
- Si la commission REGI du Parlement européen propose de garantir une affectation d'au moins 5% des ressources FEDER au niveau national pour le **développement territorial intégré** des zones non-urbaines confrontées à des handicaps ou désavantages naturels, géographiques ou démographiques, ou qui ont des difficultés à accéder aux services publics de base (FEDER/FC, article 8), le Conseil rend la mise en place de ces stratégies de développement territorial intégré optionnelle dans son accord partiel sur le RPDC (article 22) et supprime intégralement l'article concerné dans le règlement FEDER/Fonds de cohésion (article 8).
- Dans le cadre de la CTE, le Parlement et le Conseil maintiennent les nouveaux **investissements interrégionaux en matière d'innovation**, mais dissocient cette initiative du budget d'Interreg (rapport CTE, article 15 bis), voire du cadre réglementaire du programme dans le cas du Conseil, qui propose d'inclure l'article à ce sujet directement dans le règlement FEDER/Fonds de cohésion (article 10 bis, accord partiel du 15 février 2019). La CDI s'interroge sur la façon dont les ressources allouées à cette nouvelle initiative pourront bénéficier aux régions moins développées et moins performantes en matière d'innovation, en particulier les territoires spécifiques tels que les îles, qui ne sont pas situés dans les mêmes conditions de marché.
- La **méthodologie d'allocation** proposée par la Commission pour la coopération maritime transfrontalière risque de réduire considérablement les ressources allouées à la coopération maritime pour certains Etats-membres (Annexe XXII, 8, RPDC). La CRPM avait alerté ses membres à ce sujet dans une [note](#) publiée en novembre 2018 qui identifiait les régions maritimes et insulaires potentiellement impactées par ces changements. En outre, la proposition de la Commission européenne, telle que présentée dans la fiche 14 sur le CFP 2021-2027, semble réintroduire la limite de 150 kms pour identifier les régions éligibles à la coopération transfrontalière, alors que celle-ci ne figure pas dans la proposition de Règlement publiée par la Commission. Le Conseil ne s'est pas encore positionné sur ce sujet qui relève de son groupe ad hoc sur le CFP et le Parlement ne présente également pas de proposition précise dans son rapport sur le RPDC adopté en février. A l'heure actuelle, il semble donc que ce point ne sera pas abordé par les co-législateurs avant les trilogues en automne 2019.

ANNEXE – English only

Ce tableau permet d'identifier et de comparer :

- **les principales propositions d'amendements de la CRPM** qui concernaient les régions insulaires dans les différents règlements sur la politique de cohésion post-2020 (RPDC, FEDER/Fonds de cohésion et CTE)
- **les propositions d'amendements du Parlement européen** d'intérêt prioritaire pour les régions insulaires dans ces mêmes textes
- **les propositions d'amendements des Etats-membres** qui ont déjà fait l'objet d'un accord partiel au Conseil à ce jour. Ne sont ainsi couverts que certains points des règlements RPDC et FEDER/Fonds de cohésion, dans le cadre des travaux du groupe « actions structurelles ».

I. REGLEMENT PORTANT DISPOSITIONS COMMUNES

Propositions d'amendements de la CRPM	Parlement européen (rapport adopté le 13/02/19)	Mandat partiel du Conseil du 19/12/18
<p>Art. 4 - Policy objectives - paragraph 1 – point e <i>Support to Commission's proposal:</i> (e) a Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of urban, rural and coastal areas and local initiatives.</p>	<p>Art. 4 - Policy objectives - paragraph 1 – point e (e) a Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of all regions, areas and local initiatives.</p>	<p>Art. 4 - Policy objectives - paragraph 1 – point e (e) a Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of all types of territories</p>
<p>Art. 5 – Shared management 3. The Commission may implement outermost regions' cooperation under the European territorial cooperation goal (Interreg) under indirect management, subject to their agreement.</p>	<p>Art. 5 – Shared management 3. The Commission may, with the agreement of the Member State and the region concerned, implement outermost regions' cooperation under the European territorial cooperation goal (Interreg) under indirect management.</p>	<p>Art. 5 – Shared management 3. In agreement with the Member State concerned, the Commission may implement outermost regions' cooperation under the European territorial cooperation goal (Interreg) under indirect management.</p>
<p>Art. 6 – Partnership 1. For the Partnership Agreement and for each programme, each Member State shall organise a fully-fledged effective partnership with the competent regional and local authorities. That partnership shall include at least the following partners: (a) regional and local authorities; (b) urban and other public authorities; (c) economic and social partners; (d) bodies representing civil society, environmental partners, and bodies responsible for promoting social inclusion, fundamental rights, rights of persons with disabilities, gender equality and non-discrimination.</p>	<p>Art. 6 - Partnership 1. For each Partnership Agreement, each Member State shall organise a partnership with the competent regional and local authorities. In the case of cross-border programmes, participating Member States shall involve those partners from all participating Member States. In both cases, the partnership shall include at least the following partners: (a) local, regional, urban and other public authorities; (b) economic and social partners; (c) relevant bodies representing civil society, including environmental partners, non-governmental organisations and bodies responsible for promoting social inclusion, fundamental rights, rights of persons with disabilities, gender equality, non-discrimination and those designated as the beneficiaries.</p>	<p>Art. 6 - Partnership 1. Each Member State shall organise and implement a partnership with the involvement of relevant partners in accordance with Commission Delegated Regulation (EU) No 240/2014 taking into account specificities of the Funds. 2. At least once a year, the Commission shall consult organisations which represent partners at Union level on the implementation of programmes.</p>

<p>2. In accordance with the multilevel governance and partnership principles, the Member State shall involve partners mentioned in paragraph 1 in the preparation of Partnership Agreements and progress reports and throughout the preparation and implementation of programmes including through the participation in monitoring committees in accordance with Article 34.</p> <p>3. The organisation and implementation of partnership shall be carried out in accordance with the European code of conduct on partnership (Commission Delegated Regulation (EU) No 240/201438, and fully respect the principles of subsidiarity and proportionality. The Commission shall safeguard the principles of partnership and multilevel governance during the whole programming and implementation period.</p> <p>4. At least once a year, the Commission shall consult the organisations which represent the partners at Union level on the implementation of programmes and shall report to the European Parliament and the Council on the outcome.</p>	<p>2. In accordance with the multi-level governance principle, the Member State shall involve those partners in the preparation of Partnership Agreements and throughout the preparation, implementation and evaluation of programmes including through participation in monitoring committees in accordance with Article 34.</p>	
<p>Art. 8 – Content of the Partnership Agreement</p> <p>1. The Partnership Agreement shall contain the following elements:</p> <p>(a) the selected policy objectives indicating by which of the Funds and programmes they will be pursued in line with the Fund-specific missions pursuant to their Treaty-based objectives, including economic, social and territorial cohesion and a justification thereto, taking into account relevant country-specific recommendations.</p> <p>(b) An integrated approach to territorial development supported by the ESI Funds or a summary of the integrated approaches to territorial development based on the content of the programmes, setting out:</p> <p>(i) the main priority areas for cooperation under the ESI Funds, taking account, where appropriate, of macro-regional strategies and sea basin strategies;</p> <p>(ii) where appropriate, an integrated approach to address the demographic challenges of regions and any other specific challenges of the outermost regions, the northernmost regions with a very low population density and of island, cross-border or mountain regions</p>	<p>Art. 8 – Content of the Partnership Agreement</p> <p>(a) the selected policy objectives indicating by which of the Funds and programmes they will be pursued and a justification thereto, taking into account and listing relevant country-specific recommendations, as well as regional challenges;</p> <p>New (g a) where appropriate, an integrated approach to address the demographic challenges and/ or specific needs of regions and areas;</p>	

	<p>Art. 22 – Integrated territorial development The Member State shall support integrated territorial development through territorial and local development strategies in any of the following forms: (a) integrated territorial investments; (b) community-led local development; (c) another territorial tool supporting initiatives designed by the Member State for investments programmed under the policy objective referred in Article 4(1)(e). <i>The Member State shall ensure coherence and coordination when local development strategies are financed by more than one Fund.</i></p>	<p>Art. 22 – Integrated territorial development <i>Where a Member State supports</i> integrated territorial development, it shall do so through territorial or local development strategies in any of the following forms: (a) integrated territorial investments; (b) community-led local development; (c) another territorial tool supporting initiatives designed by the Member State.</p>
	<p>Art. 103 - Resources for economic, social and territorial cohesion <i>New (2 a) In view of the particular importance of cohesion funding for cross-border and transnational cooperation, and for the outermost regions, the eligibility criteria for such funding should be no less favourable than in the 2014-2020 period, and ensure maximum continuity with existing programmes.</i></p>	
<p>Article 106 – Determination of co-financing rates 3. The co-financing rate for the Investment for jobs and growth goal at the level of each priority shall not be higher than: (a) 85 % for the less developed regions; (b) 70 % for the transition regions (c) 50 % for the more developed regions <i>In no case shall a region see its co-financing rate reduced more than 10 percentage points compared to the 2014-2020 programming period.</i> <i>The co-financing rates for all island and outermost regions shall not be higher than 85 %.</i> The ESF+ Regulation may establish higher co-financing rates for priorities supporting innovative actions in accordance with Article [14] of that Regulation. The co-financing rate for the Cohesion Fund at the level of each priority shall not be higher than 85 %. The co-financing rate for Interreg programmes shall be no higher than 85 %.</p>	<p>Article 106 – Determination of co-financing rates 3. The co-financing rate for the Investment for jobs and growth goal at the level of each priority shall not be higher than: (a) 85 % for the less developed regions; (b) 65 % for the transition regions (c) 50 % for the more developed regions <i>The co-financing rates set out under point (a), shall also apply to outermost regions and to the additional allocation for the outermost regions.</i> The ESF+ Regulation may in duly justified cases establish higher co-financing rates of up to 90 %, for priorities supporting innovative actions in accordance with Article [13] and Article [4 (1) (x)] and [(xi)] of that Regulation, as well as for programmes addressing material deprivation in accordance with Article [9], youth unemployment in accordance with Article [10], supporting the European Child Guarantee in accordance with Article [10a] and transnational cooperation in line with Article [11b] The co-financing rate for the Cohesion Fund at the level of each priority shall not be higher than 85 %. The co-financing rate for Interreg programmes shall be no higher than 85 %.</p>	

II. FEDER/FONDS DE COHESION

Propositions d'amendements de la CRPM	Parlement européen (rapport adopté en REGI le 14/02/19)	Mandat partiel du Conseil du 15/02/19
	<p>Recital 9 (9) In order to support the efforts of Member States and regions in reducing disparities between levels of development and harmonise different situations of EU regions, facing up to social disparities, new challenges and ensuring inclusive societies and a high level of security as well as the prevention of marginalisation and radicalisation, while relying on the synergies and complementarities with other Union policies, investments under the ERDF should contribute in areas where there is a need to ensure safe, modern, accessible and secure public spaces and critical infrastructure, such as communication, public transport, energy and universal, high-quality public services which are vital to address regional and social disparities, promote social cohesion and regional development and encourage enterprises and people to stay in their local area.</p>	
<p>New Recital 18 bis <i>The ERDF should address the problems of accessibility to, and remoteness from, large markets, faced by areas with an extremely low population density, as referred to in Protocol No 6 on special provisions for Objective 6 in the framework of the Structural Funds in Finland and Sweden to the 1994 Act of Accession. The ERDF should also address the specific difficulties encountered by certain islands, border regions, mountain regions and sparsely populated areas, the geographical situation of which slows down their development, with a view to supporting their sustainable development.</i></p>	<p>18 a) The ERDF should address the problems of accessibility to, and remoteness from, large markets, faced by areas with an extremely low population density, as referred to in Protocol No 6 on special provisions for Objective 6 in the framework of the Structural Funds in Finland and Sweden to the 1994 Act of Accession. The ERDF should also address the specific difficulties encountered by certain islands, border regions, mountain regions and sparsely populated areas, the geographical situation of which slows down their development, with a view to supporting their sustainable development.</p>	
	<p>Article 1a (new) - Tasks of the ERDF and the Cohesion Fund <i>The ERDF and the Cohesion Fund (CF) shall contribute to the overall objective of strengthening the Union's economic, social and territorial cohesion.</i> <i>The ERDF shall contribute to reducing disparities between the levels of development of the various regions within the Union, and to reducing the backwardness of the least favoured regions including environmental challenges, through sustainable development and structural adjustment of regional economies.</i> <i>The Cohesion Fund shall contribute to projects in the field of trans-European networks and environment.</i></p>	

<p>Art. 2 - Specific Objectives of the ERDF and the CF</p> <p>1. In accordance with the policy objectives set out in Article [4(1)] of Regulation (EU) 2018/xxxx [new CPR], the ERDF shall support the following specific objectives:</p> <p>(...)</p> <p>(e) 'A Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of urban, rural and coastal areas and local initiatives' ('PO 5') by:</p> <p>(ii) fostering the integrated social, economic and environmental local development, cultural heritage and security, including for rural areas, mountain regions, sparsely populated areas, islands and coastal areas also through community-led local development.</p>	<p>Art. 2 - Specific Objectives of the ERDF and the CF</p> <p>(e) 'a Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of urban and all other areas and local initiatives' ('PO 5') by:</p> <p>(i) fostering integrated and inclusive social, economic and environmental development, culture, natural heritage, sustainable tourism also through the tourist districts, sports and security in urban areas, including functional urban areas;</p> <p>(ii) fostering integrated and inclusive social, economic and environmental development, culture, natural heritage, sustainable tourism also through the tourist districts, sports and security, all at local level, rural, mountain, islands and coastal regions, isolated and sparsely populated and all other areas that have difficulty accessing basic services including also on NUTS 3 level, through territorial and local development strategies, through the forms set out in points (a) (b) and (c) of Article 22 of Regulation (EU) 2018/xxxx [new CPR].</p>	<p>Art. 2 - Specific Objectives of the ERDF and the CF</p> <p>(e) 'a Europe closer to citizens by fostering the sustainable and integrated development of all types of territories' ('PO 5') by:</p> <p>(i) fostering the integrated social, economic and environmental local development and cultural heritage, tourism and security in urban areas;</p> <p>(ii) fostering the integrated social, economic and environmental local development and cultural heritage, tourism and security in areas other than urban areas.</p> <p>1(bis). Under the two specific objectives of point (e) of paragraph 1, Member States may also support operations which can be funded under the specific objectives set out under points (a) to (d) of paragraph 1.</p>
<p>Art. 3 – Thematic concentration of ERDF support</p> <p>1. With regard to programmes implemented under the Investment for jobs and growth goal, the total ERDF resources in each Member State shall be concentrated at regional level in accordance with paragraph 2 article 102 of Regulation (EU) 2018/xxxx [new CPR], as follows:</p> <p>(a) in more developed regions at least 85 % of the total ERDF at national level shall be allocated to priorities other than for technical assistance to PO 1 and PO 2, and at least 60 % to PO 1;</p> <p>(b) in transition regions at least 75 % of their total ERDF resources at national level shall be allocated to priorities other than for technical assistance to PO 1 and PO 2; and at least 45 % for PO 1;</p> <p>(c) in less developed regions at least 35 % of their total ERDF resources at national level shall be allocated to priorities other than for technical assistance to PO 1, and at least 30 % to PO 2.</p> <p>2. With regard to programmes under the Investment for Jobs and growth goal, for the purpose of thematic concentration, outermost regions, northern sparsely populated areas and all island regions shall be considered as less developed regions.</p>	<p>Art.3 – Thematic concentration of ERDF support</p> <p>1. With regard to programmes implemented under the Investment for jobs and growth goal, the total ERDF resources in each Member State shall be concentrated at national level in accordance with paragraphs 3 and 4.</p> <p>2. With regard to the thematic concentration of support for Member States comprising outermost regions, the ERDF resources allocated specifically to programmes for the outermost regions and those allocated to all other regions shall be treated separately.</p> <p>3. Regions at NUTS 2 level shall be classified, in terms of their gross domestic product (GDP) per capita, as follows:</p> <p>(a) those with a GDP per capita above 100 % of the average GDP of the EU27 ('group 1');</p> <p>(b) those with a GDP per capita between 75 % and 100 % of the average GDP of the EU27 ('group 2');</p> <p>(c) those with a GDP per capita less than 75 % of the average GDP of the EU27 average ('group 3').</p> <p>For the purposes of this Article, the classification of a region under one of the three categories of regions shall be determined on the basis of the ratio between the gross domestic product per capita of each region, measured in purchasing power standards (PPS) and calculated on the basis of Union figures for the period from 2014 to 2016, and the average GDP of the EU27 for that same reference period.</p>	

	<p>With regard to programmes under the Investment for Jobs and growth goal for the outermost regions, they shall be classified as falling within group 3').</p> <p>3. Member States shall comply with the following thematic concentration requirements:</p> <p>(a) For the more developed regions category (group 1) they shall allocate</p> <p>(i) at least 50 % of total ERDF resources at national level to PO 1; and (ii) at least 30 % of total ERDF resources at national level to PO 2.</p> <p>(b) For the transition regions category (group 2) they shall allocate:</p> <p>(i) at least 40 % of total ERDF resources at national level to PO 1; and (ii) at least 30 % of total ERDF resources at national level to PO 2.</p> <p>(c) For the less developed regions category (group 3) they shall allocate:</p> <p>(i) at least 30 % of total ERDF resources at national level to PO 1; and; (ii) at least 30 % of total ERDF resources at national level to PO 2</p> <p>(new) In duly justified cases, the Member State concerned may request that the concentration level for resources at regional category level be decreased by no more than 5 percentage points, or 10 percentage points in the cases of outermost regions, for the thematic objective determined in accordance with Article 3(4)(a)(i), Article 3(4)(b)(i) and Article 3(4)(c)(i) [new ERDF-Cohesion Fund]. (...)</p> <p>(new) Resources allocated to PO5 that contribute to PO1 and PO2, shall be calculated as contributing to thematic concentration requirements. The contribution to PO1 and PO2 shall be duly justified based on a substantiated assessment.</p>	
<p>Art. 6 - Exclusion from the scope of the ERDF and the Cohesion Fund</p> <p>1. The ERDF and the Cohesion Fund shall not support: (...)</p> <p>(e) investment in airport infrastructure except for outermost, northern sparsely populated areas and island regions;</p>	<p>Art. 6 - Exclusion from the scope of the ERDF and the Cohesion Fund</p> <p>1. The ERDF and the Cohesion Fund shall not support: (...)</p> <p>(e) investment in new regional airport and in airport infrastructure, except for:</p> <p>(e a) investment related to outermost regions; (e b) support linked to core TEN-T networks; (e c) Investment related to environmental protection and aimed to mitigate or reduce its negative environmental impact.</p>	<p>Art. 6 - Exclusion from the scope of the ERDF and the Cohesion Fund</p> <p>1. The ERDF and the Cohesion Fund shall not support: (...)</p> <p>(e) investment in airport infrastructure, except for: (i) investment in security, safety and air traffic management systems, in particular those resulting from the SESAR system, for existing airports; (ii) in outermost regions;</p>

	<p>Art. 8 - Integrated territorial development</p> <p>1. The ERDF <i>shall</i> support integrated territorial development within programmes under both goals referred to in Article 4(2) of Regulation (EU) 2018/xxxx [new CPR] in accordance with Chapter II of Title III of that Regulation [new CPR].</p> <p>1 a. At least 5% of the ERDF resources available at national level under the Investment for jobs and growth goal, other than for technical assistance, shall be allocated to integrated territorial development in non-urban areas with natural, geographic or demographic handicaps or disadvantages or which have difficulty accessing basic services. Out of this amount, at least 17,5 % shall be allocated to rural areas and communities taking into account provisions of a Smart Villages Pact to develop projects such as smart villages.</p> <p>2. Member States shall implement integrated territorial development, through a specific axis or programme or through the other forms referred to in Article [22] of Regulation (EU) 2018/xxxx [new CPR], and may benefit from a multifund and integrated approach involving the ERDF, ESF+, EMFF and EAFRD.</p>	<p><i>[Article 8 has been deleted]</i></p>
<p>New Art. 10 bis - Areas with natural or demographic handicaps</p> <p><i>In operational programmes co-financed by the ERDF, covering areas with severe and permanent natural or demographic handicaps as referred to in Art.174 TFEU, particular attention shall be paid to addressing the specific difficulties of those areas.</i></p>	<p>Art. 10a (new) - Areas facing natural or demographic handicaps and challenges</p> <p>1. In programmes that are co-funded by the ERDF and cover areas facing severe and permanent natural or demographic handicaps and challenges such as those referred to in Article 174TFEU, special attention shall be paid to addressing the challenges faced by those areas.</p> <p><i>In particular, NUTS level 3 areas or clusters of local administrative units (LAUs) with a population density of below 12.5 inhabitants per km² for sparsely populated areas or below 8 inhabitants per km² for very sparsely populated areas, or with an average population decrease of more than 1% between 2007 and 2017 shall be subject to specific regional and national plans to enhance attractiveness, increase business investment and boost the accessibility of digital and public services, including a fund in the cooperation agreement. A dedicated funding may be earmarked in the Partnership Agreement.</i></p>	

		<p>Art. 10bis - Interregional Innovation Investments</p> <p>1. The ERDF shall support the Interregional Innovation Investments Instrument, implemented by the Commission under direct and indirect management.</p> <p>2. The Interregional Innovation Investments Instrument shall support the commercialisation and scaling up of interregional innovation projects having the potential to encourage the development of European value chains.</p> <p>3. The Interregional Innovation Investments Instrument shall cover the entire territory of the Union. [Third countries can be covered by this instrument in line with the arrangements foreseen in Article XXX of the [Horizon Europe programme]].</p> <p>4. The Interregional Innovation Investments Instrument shall consist of the following two strands:</p> <p>(a) Financial and advisory support for investments in interregional innovation projects;</p> <p>(b) Financial and advisory support for the development of value chains in less developed regions.</p> <p>5. The governance model of the Interregional Innovation Investments Instrument shall include the set-up of a dedicated expert group composed of representatives from Member States, regional authorities and cities, representatives of business, research and civil society bodies. The expert group shall support the Commission in defining a long-term work programme and in preparing calls for proposals.</p> <p>6. The governance model shall also ensure appropriate coordination and complementarities with ERDF programmes under the Investment for jobs and growth goal, as well as with Interreg programmes, in particular under strand 'Interreg C' as defined in Article XX of [Interreg Regulation]</p>
<p>Art. 11 – Outermost regions</p> <p>1. The specific additional allocation for the outermost regions shall be used to offset the additional costs incurred in these regions as a result of one or several of the permanent</p>	<p>Art. 11 – Outermost regions</p> <p>1. Article 3 shall not apply to the specific additional allocation for the outermost regions. This specific additional allocation for the outermost regions shall be used to offset the additional</p>	<p>Art. 11 – Outermost regions</p> <p>1. The specific additional allocation for the outermost regions shall be used to offset the additional costs incurred in these regions as a result of one or several of</p>

<p>restraints to their development listed in Article 349 of the TFEU. Article 3 shall not apply to the specific additional allocation for the outermost regions.</p> <p>4. By way of derogation from Article 4(1), the ERDF may support productive investment in enterprises in the outermost regions, irrespective of the size of those enterprises.</p>	<p>costs incurred in these regions as a result of one or several of the permanent restraints to their development listed in Article 349 of the TFEU.</p> <p>3 a. By way of derogation from Article 4(1), the ERDF may support productive investment in enterprises in the outermost regions, irrespective of their size.</p>	<p>the permanent restraints to their development listed in Article 349 of the TFEU. Article 3 shall not apply to the specific additional allocation for the outermost regions.</p> <p>4. By way of derogation from point (c) of paragraph 1 of Article 4, the ERDF may support productive investments in enterprises in the outermost regions, irrespective of the size of those enterprises.</p>
---	---	---

III. COOPERATION TERRITORIALE EUROPEENNE

Propositions d'amendements de la CRPM	Parlement européen (rapport adopté le 16/01/19)
<p>Recital 1</p> <p>(1) Article 176 of the Treaty on the Functioning of the European Union ('TFEU') provides that the European Regional Development Fund ('ERDF') is intended to help to redress the main regional imbalances in the Union. Under that Article and the second and third paragraphs of Article 174 of the TFEU, the ERDF is to contribute to reducing disparities between the levels of development of the various regions and to reducing the backwardness of the least favoured regions, among which particular attention is to be paid to certain categories of regions, among which cross-border regions or regions which suffer from severe and permanent natural or demographic handicaps such as the northernmost regions with very low population density, island, cross-border and mountain regions are explicitly listed.</p>	<p>Recital 1</p> <p>(1) Article 176 of the Treaty on the Functioning of the European Union ('TFEU') provides that the European Regional Development Fund ('ERDF') is intended to help to redress the main regional imbalances in the Union. Under that Article and the second and third paragraphs of Article 174 of the TFEU, the ERDF is to contribute to reducing disparities between the levels of development of the various regions and to reducing the backwardness of the least favoured regions, rural areas, areas affected by an industrial transition, areas with a low population density, islands and mountain regions.</p>
	<p>(14) In view of the specific situation of outmost regions of the Union, it is necessary to adopt measures concerning the improvement of conditions under which those regions may have access to structural funds. Consequently, certain provisions of this Regulation should be adapted to the specificities of the outermost regions in order to simplify and foster their cooperation with third countries and OCTs, while taking into account the Communication from the Commission 'A stronger and renewed strategic partnership with the EU's outermost regions'</p>
	<p>New Article 15a - Interregional innovation investments</p> <p>1. The resources referred to in Article 9 (5 a) (new) shall be allocated to a new initiative on interregional innovation investments that is earmarked for:</p> <p>(a) the commercialisation and scaling up of common innovation projects that are likely to encourage the development of European value chains;</p> <p>(b) the bringing together of researchers, businesses, civil society organisations, and public administrations involved in smart specialisation and social innovation strategies at national or regional level;</p> <p>(c) pilot projects aimed at identifying or testing new development solutions at regional and local level which are based on smart specialisation strategies; or</p>

(d) sharing innovation experiences with the aim of benefiting from the experience gained in regional or local development.

2. To maintain the European territorial cohesion principle, with an approximate equal share of financial resources, those investments shall focus on creating linkages between less developed regions with those in lead regions by increasing the capacity of regional innovation ecosystems in less developed regions to integrate in and move up the existing or emerging EU value as well as the capacity to participate in partnerships with other regions.

3. The Commission shall implement those investments under direct or indirect management. It shall be supported by an expert group in defining a long-term work programme and related calls.

4. The entire territory of the Union shall be supported by the ERDF for interregional innovation investments.

Third countries may participate in those investments, provided that they make a funding contribution in the form of externally allocated revenue.



**CPMR ISLANDS
COMMISSION**

La Commission des Iles est l'une des 6 Commissions géographiques de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM).

Elle représente 21 autorités insulaires régionales de 11 pays, situées en Méditerranée, Mer du Nord, Mer Baltique, Océans Atlantique, Indien et Pacifique. La population totale de ces régions avoisine les 15 millions d'habitants.

Elle fonctionne à la fois comme un groupe de réflexion et comme un groupe de pression pour les régions insulaires, exhortant les institutions européennes et les États membres à accorder une attention particulière aux îles et à mettre en œuvre des politiques adaptées à l'insularité.

<http://cpmr-islands.org/>

CONTACTS :

Giuseppe Sciacca, Secrétaire exécutif de la Commission des Iles (giuseppe.sciacca@crpm.org)

Gaëlle Lecourt, Analyste politique (gaelle.lecourt@crpm.org)

6, rue Saint-Martin, 35700 Rennes (FR)
Tel: + 33 (0)2 99 35 40 50

Rond-Point Schuman 14, 1040 Bruxelles (BE)
Tel: +32 (0)2 612 17 00

Site internet : <http://cpmr-islands.org/>